



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**Service interministériel d'animation
des politiques publiques**

Pôle environnement et transition énergétique

Arrêté préfectoral complémentaire n° 41-2022-10-20-00003

**modifiant les prescriptions de l'arrêté n° 99-0397 du 8 février 1999 modifié applicables à
l'établissement de fabrication de produits adhésifs exploité par la société HB FULLER à BLOIS**

LE PRÉFET DE LOIR-ET-CHER,

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret du président de la République du 6 janvier 2021 nommant en conseil des ministres monsieur François PESNEAU, préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (dont la rubrique 2915) ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 99-0397 du 8 février 1999 délivré à la société SWIFT ADHESIFS pour les installations de fabrication de colles et de produits adhésifs exploitées sur la commune de BLOIS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2469 du 19 juillet 2000 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations de refroidissement de la société SWIFT ADHESIFS à BLOIS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 04.0180 du 19 janvier 2004 complétant les prescriptions techniques applicables aux installations de refroidissement de la société SWIFT ADHESIFS à BLOIS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009.352-1 du 18 décembre 2009 modifiant les prescriptions afférentes aux rejets de COV de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 99-0397 du 8 février 1999 susvisé ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-118-0009 du 28 avril 2011 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 99-0397 du 8 février 1999 susvisé, suite à l'implantation du bâtiment de stockage D ;

Vu le récépissé préfectoral du 9 mai 2012 de changement d'exploitant au bénéfice de la société HB FULLER ;

Vu la demande de bénéfice des droits acquis transmise par la société HB FULLER au préfet le 31 mai 2016 et reçue le 1er juin 2016, suite au décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées (création des rubriques 4000 en application de la directive européenne SEVESO III et suppression de rubriques 1000) ;

Vu la demande du 24 juin 2016 de modification des prescriptions d'alerte du voisinage ;

Vu la déclaration de cessation – mise à l'arrêt des productions à base de chlorure de méthylène sur le site de HB Fuller à BLOIS du 28 octobre 2015 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées au préfet du 2 septembre 2022 ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant et que celui-ci n'a formulé aucune observation dans le délai imparti ;

Considérant que les évolutions apportées aux installations classées et à leur exploitation et décrites dans les documents joints aux courriers susvisés transmis par l'exploitant à la préfecture constituent une modification notable mais non substantielle au regard de la réglementation ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour le classement des installations et de modifier certaines prescriptions (actualisation des prescriptions particulières notamment) ;

Considérant que les dispositions du présent arrêté permettent de protéger les intérêts visés par l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société HB FULLER, dont le siège social est situé 56, rue du Général de Gaulle 67250 SURBOURG, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, actualisant les prescriptions des arrêtés préfectoraux existants listés ci-dessous, à poursuivre l'exploitation sur la commune de BLOIS, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions des articles de l'arrêté préfectoral n° 99-0397 du 8 février 1999 délivré à la société SWIFT ADHESIFS pour les installations de fabrication de colles et de produits adhésifs exploitées sur la commune de BLOIS et modifié par arrêtés préfectoraux complémentaires des 21 mai 2008, 18 décembre 2009 et 28 avril 2011 sont complétées ou modifiées par les prescriptions du présent arrêté.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la notification du présent arrêté. A compter de cette date, les arrêtés préfectoraux suivants sont modifiés selon les dispositions suivantes :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Nature des modifications (abrogation, modifications, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral complémentaire du 21 mai 2008 (mise en place de la surveillance en continu des COV, prescription d'une ERS pour l'utilisation de DCM)	Abrogation des prescriptions
Arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2009 (émissions de COV)	Abrogation de l'arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 19 janvier 2004 (installation de refroidissement)	Abrogation de l'arrêté
Arrêté préfectoral complémentaire du 19 juillet 2000 (installation de refroidissement)	Abrogation de l'arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation n° 99-0397 du 8 février 1999 délivré à la société SWIFT ADHESIFS pour les installations de fabrication de colles et de produits adhésifs	Abrogation des prescriptions des articles 3.5.14, 4.3, 4.4, 4.5, 4.8 et 4.9
	Article 3.2 remplacé par les dispositions de l'article 2.1 du présent arrêté
	Article 3.5.4 remplacé par les dispositions de l'article 1.6.2 du présent arrêté
	Article 4.2 remplacé par les dispositions de l'article 2.3.2 du présent arrêté

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement ou à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

La liste des installations classées de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 99-0397 du 8 février 1999, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 avril 2011, est remplacée par la liste suivante :

Rubrique	Régime	Désignation	Critère de classement	Volume
3410 - h	A	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques : h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de	-	125t/an bâtiment B
2661-1-a)	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	>70 t/j	92 t/j bâtiments D et B
1185-2-a)	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou	> 300 kg	347 kg au total sur le site

Rubrique	Régime	Désignation	Critère de classement	Volume
		climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg		
2910.A.2	DC	Installation de combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, des gaz de pétrole liquéfié, du fioul domestique, (...), si la puissance thermique maximale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW	> 1 MW	Bâtiment A : chaufferie n°2 : 1 chaudière de 1453 kW Bâtiment B : 1 chaudière de 1260 kW
2662.3	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieure ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³	> 100 m ³ et < 1000 m ³	710 m ³ silos, bâtiments A et B
2915-2	D	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l.	>250 litres	23 000 litres
1510	NC	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	< 500 t	Quantités de produits combustibles stockés < à 500 tonnes
2663	NC	Stockage de pneumatiques et produits (non expansés) dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, 2. Le volume susceptible d'être stocké	< 1000 m ³	80 m ³

Rubrique	Régime	Désignation	Critère de classement	Volume
		étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³		
2910	NC	Installation de combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse	< 1 MW	Bâtiment A : chaufferie n°1 : 3 chaudières de 697 kW Bâtiment A : chaufferie n°2 : 1 chaudière de 697 kW

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou DC (soumis au contrôle périodique*) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

* En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT / OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

Sans objet.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant

des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.

Article 1.6.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.6.5. Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.6.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des dispositions des articles R 512-39-1 et pour l'application des articles R 512-39-2 à R 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant :

- usage industriel en cas de réutilisation des bâtiments,
- usage conforme au PLU en cas de démolition des bâtiments.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

En tout état de cause, pour assurer la mise en sécurité de son site, l'exploitant doit notamment procéder, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt de l'exploitation, à :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la coupure de l'ensemble des utilités du site (alimentation en eau, alimentation en électricité, alimentation en gaz, etc.) ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.7 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

CHAPITRE 2.1 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 2.1.1. Captation

Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.

Ces dispositifs de collecte et canalisations, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté ou la réglementation en vigueur.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.

Article 2.1.2. Condition de fonctionnement

Les chaudières thermofluides du bâtiment A chaufferie n°1 (2 chaudières de 697 kW) et bâtiment B (1 chaudière de 1260 kW) ne fonctionnent jamais en même temps.

Article 2.1.3. Traitement des rejets

2.1.3.1 - Émissions diffuses

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises.

2.1.3.2 - Caractéristiques des installations

Installations	Hauteur minimale de la cheminée d'extraction en mètres	Nature des rejets
Bâtiment A - Chaufferie n°2 : chaudière de 1453 kW	4	Nox et CO
Bâtiment B – chaudière de 1260 kW	4	Nox et CO

Les installations sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à respecter les seuils de rejet et les capacités d'épuration déterminées lors de leur implantation (notamment pendant les périodes d'arrêt et de démarrage de l'installation).

Article 2.1.4. Valeurs limites de rejets

2.1.4.1 - Définitions

Pour les valeurs limites de rejets fixées par le présent arrêté :

- le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec ;
- le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

2.1.4.2 - Conditions particulières des rejets à l'atmosphère

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

Installations	Paramètres	Valeurs limites jusqu'au 31/12/2029	Valeurs limites à partir du 01/01/2030*
Bâtiment A - Chaufferie n°2 : chaudière de 1453 kW	NOx	150 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³
	CO	Sans objet	100mg/Nm ³
Bâtiment B - chaudière de 1260 kW	NOx	150 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³
	CO	Sans objet	100mg/Nm ³
Autre installation de combustion de puissance inférieure à 1 MW	NOx	150 mg/Nm ³	150 mg/Nm ³

* en application de l'article 6.2.4-III de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910

2.1.4.3 - Odeurs

Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassin de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, elles doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

2.1.4.4 - Émission des poussières dans les fumées

Des dispositions appropriées seront prises pour limiter les émissions particulières diffuses dans l'atmosphère.

Article 2.1.5. Surveillance des rejets à l'atmosphère

2.1.5.1 - Autosurveillance

L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

Les résultats de l'autosurveillance et des prélèvements et analyses effectués par un organisme extérieur sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.2 PRÉVENTION DES RISQUES

Article 2.2.1. Information des tiers

L'exploitant mettra en place une information préventive des tiers quant aux risques analysés dans l'étude des dangers ayant mis en évidence des zones d'effets thermiques et toxiques dépassants les limites de l'établissement.

Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.2.2. Plan d'opération interne (POI)

Le POI est mis à jour et testé à des intervalles qui n'excèdent pas trois ans. En tout état de cause, un exercice sera réalisé dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté.

Les exercices d'entraînement permettent d'évaluer l'efficacité du POI et d'en combler les éventuelles lacunes.

Un mois avant chaque exercice, l'exploitant en informe le service départemental d'incendie et de secours, ainsi que l'Inspection des Installations Classées.

Une procédure d'alerte des voisins riverains est rédigée et insérée dans le POI.

Article 2.2.3. Accessibilité des secours

L'exploitant indique les différents points d'accès au bâtiment B, au moyen de panneaux d'intervention amovibles, implantés à l'extérieur du bâtiment, à leur proximité immédiate.

Article 2.2.4. Rétention des eaux d'extinction

L'exploitant s'assure que la réception des liquides sur l'ensemble du dispositif de type « caillebotis périphérique » est permise, notamment au droit des points de passage (liaison bâtiment B et D, plate-forme bureau de contrôle, portes sectionnelles et portillons piétons donnant sur l'extérieur).

Un dispositif de récupération des effluents est créé entre le passage en pente des bâtiments B et D, ainsi qu'en bordure de la plate-forme « bureau ». Il est relié au réseau de récupération déjà en place.

Article 2.2.5. Risque incendie

Les stocks ayant un fort pouvoir calorifique sont éloignés des charpentes, dans la mesure du possible.

Les commandes manuelles de désenfumage sont identifiées pour les secours et rendues visibles et accessibles en toutes circonstances.

Les RIA sont placés à proximité immédiate des issues de secours, sans réduire le passage d'évacuation.

Un écriteau spécifiant la conduite à tenir pour le transformateur principal à l'extérieur du bâtiment B est apposé à destination des secours. Celui-ci précise les coordonnées du technicien compétent en cas de besoin.

Article 2.2.6. Information à destination des secours

Un panneau indiquant les éléments suivants est apposé au poste de garde et au niveau du rez-de-chaussé de chaque bloc bureau :

- un plan détaillé du site avec l'emplacement des points d'eau incendie,
- l'emplacement des risques particuliers (produits inflammables notamment),
- l'emplacement des éléments de coupure électrique (générale) et de mise en sécurité des installations,
- les contacts pouvant être joints en cas d'incident,
- les consignes de sécurité en cas d'incendie (spécifiques à certains produits, réactions violentes ou autres).

CHAPITRE 2.3 DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS

Article 2.3.1. Prescriptions particulières relatives à la transformation de Polymères, la capacité de production étant supérieure ou égale à 70t/j (rubrique 2661)

Les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté du n° 99-0397 du 8 février 1999 sont applicables aux activités de transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure à 70 t/j (rubrique 2661-1-a).

Article 2.3.2. Prescriptions particulières relatives à l'emploi de MDI, pour une quantité maximale de 10 tonnes (quantité prise en compte dans l'étude de dangers de 2022)

Les présentes prescriptions concernent les stockages du bâtiment B.

Les opérations de formulation et de conditionnement doivent se dérouler sous la surveillance d'une personne compétente nommément désignée par l'exploitant, avertie des modes opératoires à mettre en œuvre et ayant une connaissance sur les dangers des produits utilisés ou stockés.

Les opérations dangereuses (manipulations, fabrication de produits dangereux...) doivent faire l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage,
- le maintien dans l'atelier de la quantité nécessaire au fonctionnement de l'installation.

Toute anomalie dans le fonctionnement d'un appareil ou d'une machine doit avoir pour conséquence l'arrêt rapide de l'installation si les risques de pollution ou d'incendie sont accrus. À cet effet, l'exploitant met en place les détections et automatismes et/ou élabore les consignes écrites nécessaires. Celles-ci sont remises à toute personne appelée à participer à la conduite ou à la surveillance des installations. Elles sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Le matériel doit être vérifié périodiquement pour s'assurer de son bon fonctionnement.

Tout emballage (cuve, fût, sac.) ouvert et non vide totalement doit être refermé hermétiquement pour le transporter ou le stocker.

Les opérations de chargement des appareils de formulation et de conditionnement se font suivant des techniques telles qu'il ne puisse y avoir dispersion de produits dans l'atelier. En particulier :

- le transvasement de produits liquides à partir de fûts se fait par pompage ou autre procédé équivalent ;
- le transvasement par gravité de produits pulvérulents est associé à un système d'aspiration des poussières ou à tout autre système aux résultats équivalents.

Le chauffage éventuel des liquides utilisés est obtenu par circulation d'eau chaude dans des cuves à double enveloppe ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.

Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres, de même nature s'effectueront dans des appareils aussi clos que possible. Ces appareils ainsi que les canalisations servant éventuellement à leur alimentation seront reliés à un sol humide par une connexion métallique (mise électrostatique à la terre).

Tout récipient de stockage doit porter en caractères très lisibles la nature de son contenu.

Les sols et les divers endroits où se déposent des poussières ou des produits pulvérulents ainsi que les matériels sont régulièrement nettoyés. À cet effet sont utilisés des équipements adaptés au nettoyage (aspirateurs...) n'entraînant aucun rejet à l'extérieur des ateliers.

Des instructions doivent être données au personnel chargé du nettoyage précisant notamment les méthodes ainsi que le matériel à utiliser.

Le lavage à l'eau ou au solvant des appareils, cuves, etc. ainsi que du sol des ateliers, ne doit être effectué qu'après une récupération aussi complète que possible des produits dans les appareils ou sur le sol. Les produits ainsi collectés doivent être soit recyclés soit éliminés conformément aux dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 8 février 1999.

Les effluents (gaz ou poussières) sont captés à leur source d'émission et épurés avant rejet à l'atmosphère.

L'effluent constitué par les eaux ou solvants pollués (eaux de procédé, effluents de lavage des matériels et des sols, formulations non conformes...) et qui ne peut être recyclé sera considéré comme déchet ; il sera stocké et éliminé conformément aux dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 8 février 1999.

Le stockage de MDI doit être constitué exclusivement de récipients hermétiquement fermés, admis au transport, dans un endroit frais et sec.

Les fûts, réservoirs et autres emballages, doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle (combinaison de protection, appareils respiratoires autonomes, bottes et gants résistant aux produits), adaptés aux risques présentés par les produits et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des stockages et des appareils de formulation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

Les réservoirs mobiles sont contrôlés visuellement lors de leur réception puis tous les mois en cas de stockage prolongé.

Le stockage sous le niveau du sol n'est pas autorisé.

L'exploitant doit tenir à jour un état et un plan annexé indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

À proximité des installations de mélange et de conditionnement sera disponible une réserve de décontaminant et neutralisant adaptés aux produits fabriqués.

Les matériaux contaminés seront placés dans des conteneurs et éliminés conformément aux dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 8 février 1999.

Le MDI ne sera pas stocké à proximité d'alcool, d'acides, de bases et d'amines.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il n'entre pas en contact avec l'eau, y compris l'humidité atmosphérique.

TITRE 3 - ARTICLES D'EXÉCUTION

CHAPITRE 3.1 NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par voie postale avec accusé de réception. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher.

Copies seront adressées au maire de BLOIS, au directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de BLOIS pendant une durée d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au préfet de Loir-et-Cher.

CHAPITRE 3.2 SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

CHAPITRE 3.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le maire de BLOIS, le directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement Centre - Val de Loire, et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **20 OCT. 2022**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Nicolas HAUPTMANN

Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

— un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS cedex ;

— un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Les recours administratifs prolongent de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessous.

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article [R. 181-44](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr